


Permettre à tout le monde de vivre décemment n'a rien d'illusoire

 alternatives-economiques.fr//denis-clerc/permets-a-monde-de-vivre-decemment-na-rien-dillusoire/00087942

Dans une chronique publiée par *Les Echos* le 16 janvier, Jean Peyrelevade (un polytechnicien dont l'essentiel de la carrière – sauf un bref intermède au cabinet de Pierre Mauroy en 1982 – s'est déroulé dans la banque) avance que l'État ne pourra améliorer le pouvoir d'achat des ménages que de façon homéopathique dans les années à venir. Surtout s'il faut en outre baisser les prélèvements fiscaux et sociaux tout en réduisant le déficit public. Avec une croissance de 1,3 % par an au mieux, la dépense publique ne pourrait améliorer le revenu des ménages chaque année que de 14 euros en moyenne par mois et par ménage. Aussi appelle-t-il de ses vœux un Président qui, au lieu de promettre l'impossible, calcule le possible. Je me suis donc attelé à cette tâche – calculer le possible –, bien que je n'aie ni l'envie, ni la capacité de devenir Président.

Approximations

Les approximations ne manquent pas dans le calcul de Peyrelevade. Il confond notamment revenu disponible par ménage et niveau de vie de chacun des personnes du ménage¹. En outre, si la baisse des prélèvements obligatoires porte sur les ménages, cela améliorera d'autant leur revenu disponible, qui se calcule après impôts. Enfin, il a la main un peu lourde sur certains arrondis. En reprenant ses hypothèses et en corrigeant les approximations, le coup de pouce de l'Etat serait chaque année de 30 euros mensuels par ménage. Soit en cinq ans, +150 euros par mois. Mais le double si ce coup de pouce était réservé à la moitié la moins favorisée des 29 millions de ménages. Ce que notre ex-banquier n'envisage pas : ce serait « un jeu de bonneteau », écrit-il, c'est-à-dire de charlatan. « Pourtant, c'est grâce à la redistribution que le niveau de vie maximum du dixième le plus pauvre est passé de 610 euros à 920 euros en 2016. Alors, jouons les charlatans et rêvons un peu.

Que devrait être un niveau de vie décent ? L'Onpes l'a chiffré à 1 500 euros pour une personne seule

Aujourd'hui, 5 % de la population française (de métropole), soit 3,1 millions de personnes, dispose d'un niveau de (sur)vie *inférieur* à 670 euros par mois. Que devrait être un niveau de vie décent ? L'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) l'a chiffré sous le nom de « budget de référence » : pour une personne seule, des jurys de citoyens ont sélectionné tous les produits et services qu'ils estiment indispensables pour participer effectivement à la vie sociale. Montant des dépenses qui en découlent : 1 500 euros pour une personne seule². Or, en 2016, 38 % de la population française disposaient d'un niveau de vie *inférieur* à ce montant. De combien faudrait-il augmenter le revenu de toutes ces personnes si l'on voulait qu'aucune d'entre elles dispose d'un niveau de vie inférieur au budget de référence ? Je vous épargne le calcul, voici le résultat : 115 milliards. Impressionnant ? Sans doute. Mais, sur cinq ans, les approximations de Jean

Peyrelevade corrigées par mes soins, aboutissaient à une progression de... 52 milliards du revenu disponible des ménages. Pas loin donc de moitié du besoin de financement indiqué. Cela pourrait financer toutes les aides redistributives pour y parvenir... Toutefois, améliorer le niveau de vie ne peut passer seulement par la redistribution. Le reste devrait donc provenir des revenus d'activité.

L'emploi reste la clé

Actuellement, la France compte 28,5 millions d'actifs : salariés, indépendants ou chômeurs. 31 % ont un niveau de vie inférieur à 1 500 euros. Pour certains, cela provient de ce qu'ils ont des personnes à charge dans leur ménage : la majoration des aides publiques indiquées plus haut devrait leur permettre de franchir le seuil (allocations logement et allocations familiales majorées dès le premier enfant, etc.). Dans la majorité des cas, cependant, le problème vient soit du manque d'emplois, soit d'emplois de mauvaise qualité (temps partiel, temporaires, ou faiblement rémunérés). La clé du problème passe alors par l'accès à un emploi ou à un meilleur emploi. Entre 2014 et 2017, les revenus nets d'activité versés à l'ensemble des travailleurs ont progressé de 37 milliards en pouvoir d'achat. Si, dans les cinq ans à venir, cette progression se maintenait au même rythme (+ 1,5 % par an), mais était consacrée uniquement à la création d'emplois destinés aux chômeurs et à l'amélioration des emplois de mauvaise qualité, ce sont 65 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire qui pourraient être ainsi affectés aux 8 millions de ménages comprenant au moins un travailleur ne gagnant pas correctement sa vie. Mais cela impliquerait que la rémunération des autres travailleurs (ceux dont le niveau de vie est supérieur au budget de référence) ne progresse qu'au rythme du coût de la vie. Difficile à avaler !

Pour financer cet effort collectif, le niveau de vie des plus favorisés devrait en quelque sorte être bloqué durant cinq ans

D'où la nécessité d'agir aussi par la fiscalité, de sorte que les niveaux de vie des deux ou trois dixièmes les plus favorisés de la population soient en quelque sorte bloqués durant cinq ans et puissent financer cet effort collectif. Par exemple, en fusionnant impôt sur le revenu et CSG de manière à rendre cette dernière progressive. Au sein des pays de l'Union européenne de niveau économique comparable, la France décroche en effet trois médailles d'argent, (derrière le Royaume-Uni) : la part des trois dixièmes les plus favorisés dans le revenu disponible y atteint 50 % (contre 47 à 48 % ailleurs), celle du dixième le plus favorisé y est de 24,4 % (20 à 22 % ailleurs) et celle du centième le plus favorisé de 5,7 %³ (contre 4,3 % en Autriche et aux Pays-Bas).

Bref, réduire les inégalités par le bas et par le haut est envisageable en France, à condition de mener une politique volontariste, et pas en comptant seulement sur la croissance. Et il ne s'agit pas d'un jeu de dupes, car les inégalités excessives minent la société, comme le disent, avec raison, les gilets jaunes.

- 1. Il chiffre à 1750 € le revenu disponible médian des ménages, alors que c'est 2520 (1710 pour le niveau de vie médian).
- 2. On les trouvera sur [le site de l'ONPES](#).
- 3. Données Eurostat. L'Insee chiffre cette part à 6,6%.